

Agathe Madeline, promotion 2019



Du Master Politiques publiques, spécialité Markets and Regulation,
au poste d'opérateur de marché de politique monétaire, dans le
contexte du lancement du Pandemic Emergency Purchase
Programme, programme de politique monétaire d'urgence de la
Banque centrale européenne

POUVEZ-VOUS DÉCRIRE VOTRE PARCOURS UNIVERSITAIRE ET PROFESSIONNEL ?

J'ai intégré Sciences Po en 2013, après mon baccalauréat. Après deux années sur le campus de Menton spécialisée sur le Moyen-Orient et la Méditerranée, je suis partie en échange au Liban à l'American University of Beirut. Pendant cette troisième année, j'ai également travaillé pour une ONG dont la mission était de lutter contre la corruption au sein des institutions publiques libanaises. J'ai ensuite rejoint le Master politiques publiques, spécialité Markets and Regulation* de Sciences Po. C'est à la suite de plusieurs stages en administration, dans le secteur privé et en cabinet ministériel que je me suis définitivement orientée vers l'économie.

J'ai ainsi intégré la Banque de France en février 2020 en tant qu'économiste de marchés financiers... un mois à peine avant le début de la panique financière liée à la crise sanitaire. Mon premier poste a donc démarré sur les chapeaux de roue ! J'ai ensuite rejoint le poste d'opérateur de marché de politique monétaire, dans le contexte du lancement du Pandemic Emergency Purchase Programme, le programme de politique monétaire d'urgence de la Banque centrale européenne. Je suis aujourd'hui spécialisée sur le marché de la dette publique.

QUELLES ONT ÉTÉ LES PRINCIPALES ÉTAPES DE LA CONSTRUCTION DE VOTRE PROJET PROFESSIONNEL ?

Lorsque j'ai intégré Sciences Po, je n'avais pas de projet professionnel précis. J'étais surtout curieuse de découvrir une nouvelle zone géographique en rejoignant le campus de Menton, et j'avais en tête l'idée vague de travailler dans le domaine du développement économique. Ces premières années ont été fondatrices dans ma construction intellectuelle : j'ai été immergée dans un bouillon de cultures et d'idées, j'ai appris à écouter l'autre et à garder un esprit curieux. C'est au Liban que j'ai ensuite compris combien les décisions de politiques publiques pouvaient avoir des répercussions concrètes sur le quotidien des populations. Au Liban, l'État est faible et le tissu social et économique tient grâce à la force des liens entre individus et communautés. Cette expérience m'a encouragée à m'intéresser au fonctionnement du système institutionnel de mon pays : pourquoi certains systèmes fonctionnent-ils mieux que d'autres ? Quels sont les facteurs déterminants pour qu'une politique publique soit bénéfique aux citoyens ?

Ces questionnements m'ont poussé à rejoindre le Master politiques publiques de l'Ecole d'affaires publiques. Je me suis rapidement orientée vers le champ de l'économie, discipline qui me semblait fournir les meilleurs outils pour analyser les rapports de force au sein d'une société et agir pour une juste distribution des ressources. Les stages réalisés durant ces années de master m'ont permis de préciser ce projet en m'apportant chacun un prisme différent pour comprendre les politiques économiques. À la Direction générale des entreprises, rattachée au Ministère de l'Économie et des Finances, j'ai appris à construire une politique publique en défendant les intérêts des entreprises françaises dans les négociations du Brexit. J'ai ensuite été exposée à l'influence et au caractère systémique d'une grande banque après six mois à la Direction des affaires institutionnelles de BNP Paribas. Enfin, j'ai effectué mon stage de fin d'étude au cabinet du Ministre de l'Économie et des Finances, où j'ai saisi les déterminants de la décision politique.

Ces premières expériences m'ont aidée à préciser mon projet professionnel : je souhaitais « mettre les mains dans le cambouis » et avoir une approche plus quantitative de l'économie, peu présente dans ma formation. L'ouverture internationale était également importante pour moi. C'est pourquoi j'ai choisi de rejoindre la Banque de France, qui offre la possibilité d'occuper un poste très opérationnel tout en contribuant à des missions essentielles pour la stabilité économique et financière. La Banque de France est également l'une des institutions françaises les plus ouvertes sur l'Europe et l'international, dans la mesure où elle s'inscrit au sein de l'Eurosystème avec la Banque centrale européenne et les autres banques centrales nationales de la zone euro. Elle collabore également étroitement avec les institutions économiques et financières internationales (FMI, G20/G7, BRI).

QUEL A ÉTÉ LE PROCESSUS DE RECRUTEMENT À LA BANQUE DE FRANCE ET QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES DE VOTRE POSTE AUJOURD'HUI ?

Deux possibilités existent pour rejoindre la Banque de France : par concours ou par voie contractuelle. Ces deux voies permettent de recruter des profils généralistes, comme ceux formés à Sciences Po, tout en s'ouvrant à des compétences plus spécialisées. Les deux profils sont très complémentaires au sein d'une équipe. Pour ma part, j'ai passé le concours de cadre de direction, composé d'une épreuve écrite d'admissibilité suivi d'un oral d'admission. Une fois admis, les candidats rejoignent un poste en lien avec les trois grandes missions de la Banque de France : stratégie monétaire, stabilité financière et service à l'économie.

A la suite de ce processus de recrutement, j'ai rejoint le service chargé de la mise en œuvre des programmes d'achat d'actifs dans le cadre de la politique monétaire conduite par la BCE. Le service pilote les programmes d'achat pour la France depuis la salle des

marchés de la Banque de France : l'Asset Purchase Programme et le Pandemic Emergency Purchase Programme lancé en mars 2020. Je suis spécialisée sur la dette publique, donc j'achète sur le marché secondaire des obligations émises par l'Agence France Trésor, par les agences françaises et par les entités supranationales européennes (par exemple les obligations qui financent le fonds européen SURE). Je contribue également aux travaux de définition de la stratégie monétaire de l'Eurosystème. C'est un poste passionnant, en contact quotidien avec la BCE et les autres banques centrales nationales de l'Eurosystème, et avec les principales banques commerciales avec lesquelles nous négocions tous les jours des opérations sur les marchés obligataires. Au-delà de la dimension technique, qui nécessite une grande rigueur et une capacité à manier les chiffres, le poste comporte également une dimension politique importante car les décisions de la BCE sont scrutées par les marchés.

QUELLES ONT ÉTÉ LES CONTRIBUTIONS DE VOTRE FORMATION À L'ÉCOLE D'AFFAIRES PUBLIQUES ENVERS LA FONCTION QUE VOUS OCCUPEZ AUJOURD'HUI ?

L'École d'affaires publiques m'a donné les clés pour comprendre l'action publique et en devenir acteur à part entière, et ainsi concrétiser l'idée un peu floue de « contribuer au développement économique » que j'avais à mon entrée à Sciences Po. La formation offre un socle théorique solide pour comprendre les grands enjeux des politiques publiques, tout en permettant d'avoir très tôt un pied dans le monde professionnel.

Je recommande vivement de suivre les cours de droit, d'économie, de culture générale et de questions européennes, qui constituent la colonne vertébrale de l'École, et à se spécialiser à travers les choix d'électifs et les stages. La capacité à manier des concepts de droit tout en faisant appel à la théorie économique me permet de conserver un œil critique sur la politique monétaire de la zone euro, qu'il s'agisse de la décision de la Cour de Karlsruhe concernant les programmes d'achat de la BCE, du verdissement de la politique monétaire ou encore du débat autour de l'annulation des dettes détenues par les banques centrales. D'un point de vue plus pragmatique, ma fonction actuelle nécessite une formation minimale en finance que ne propose pas l'École d'affaires publiques. Pourtant, en mobilisant des notions d'économie (et un minimum de mathématiques financières et d'Excel !), j'ai rapidement été en mesure de comprendre la construction de la courbe des taux de la dette française ou la formation du prix d'un actif financier.

Le master propose également des cours dispensés par des praticiens, organise des rencontres avec les alumni et encourage les expériences professionnelles (stages, apprentissage, projets collectifs...). Cette dimension professionnalisante m'a permis d'intégrer la Banque de France en maîtrisant les codes du monde professionnel, et plus important encore, les codes de la fonction publique – qui peuvent paraître bien mystérieux à qui n'a jamais travaillé au contact de l'administration française !

AURIEZ-VOUS UN CONSEIL À DONNER À UN ÉTUDIANT QUI SOUHAITE S'ORIENTER VERS LES MARCHÉS FINANCIERS ?

J'échange souvent avec étudiants – et notamment des étudiantes – qui s'intéressent à l'économie mais qui s'inquiètent de ne pas avoir une formation suffisamment quantitative. Il ne faut certes pas avoir peur de manier les chiffres, mais tout s'apprend, y compris la finance de marché et la mécanique monétaire. Mon conseil : ne pas s'autocensurer, échanger avec des anciens de Sciences Po, des professeurs et des personnes qui évoluent dans le secteur qui vous intéresse. En un mot : oser !

* La spécialité Markets and regulation n'existe plus mais les questions et sujets traités dans cette spécialité ont été conservés et sont proposés dans les autres spécialités de l'Ecole d'affaires publiques et/ ou sous forme de cours électifs.

EN SAVOIR PLUS

- [Le Master politiques publiques de l'Ecole d'affaires publiques](#)